

Sommaire

Fonctionnaires

Le dialogue social sur la mise en place du régime clos

Le Quotidien d'Abidjan - mercredi 12 juin 2019

Politique

Le vice-président Duncan prêche pour le multilatéralisme comme meilleur cadre pour la gestion des conflits

Le Patriote - mercredi 12 juin 2019

Raymonde Goudou Coffie aux femmes : « N'écoutez pas les discours de haine et de division »

L'Expression - mercredi 12 juin 2019

Blé Goudé propose un dialogue Gbagbo-Bédié-Ouattara

L'Inter - mardi 11 juin 2019



Retraite complémentaire par capitalisation au profit des fonctionnaires

Le dialogue social sur la mise en place du régime clos



Les partenaires sociaux sont parvenus à un consensus qui s'articule autour de huit points.

Lancé officiellement le 18 juin 2018, le dialogue social avec les partenaires sociaux en vue de la définition de manière consensuelle, des caractéristiques techniques du régime de Retraite complémentaire par capitalisation, a pris fin le vendredi 7 juin 2019 à Abidjan-Cocody. D'entrée, M. Doha a fait la lecture de la Déclaration portant consensus. L'on note que les partenaires sociaux sont parvenus à un consensus qui s'articule autour de huit points. Notamment l'adhésion, l'assiette et le taux de cotisation, la gestion des cotisations, le mode de recouvrement, l'obligation d'information, des prestations prévues, le droit aux prestations de retraite complémentaire. Le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Abinan Kouakou Pascal, président de la cérémonie de clôture dudit dialogue social, a indiqué que la participation massive et effective aux différentes rencontres, traduit l'intérêt que les partenaires sociaux portent au bien être des fonctionnaires. "Par votre participation active à ce dialogue et vos contributions pertinentes, vous donnez à notre pays, d'être le premier pays de la sous-région à mettre en place un tel régime de retraite complémentaire. Et d'être un précurseur en la matière", s'est-il réjoui. Aussi a-t-il rappelé que l'année 2019 a été décrétée l'année du social par le chef de l'Etat, Alassane Ouattara tout en précisant que l'avènement de la retraite complémentaire par capitalisation, constitue une avancée notable en matière de gestion de retraite. Pour conclure, il a assuré l'IPS-CGRAE et les partenaires sociaux du soutien du gouvernement à les accompagner dans cette mission visant à l'amélioration de la couverture vieillesse des fonctionnaires et agents de l'Etat. Prenant la parole, le directeur général de l'IPS-CGRAE, M. Abdrahamane T. Berté a indiqué que le gouvernement, soucieux d'une meilleure couverture sociale, plus étendue et efficace, au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat, a adopté, en Conseil des ministres le 4 avril 2018, le principe de la mise en place d'un régime de retraite complémentaire par capitalisation au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat. Ainsi, dira le directeur général de l'IPS-CGRAE, ce dialogue a été organisé sous l'égide et la haute attention du ministre Abinan

Kouakou Pascal a enregistré la participation de 309 organisations syndicales et professionnelles représentant les différentes familles d'emploi et catégories de corps de métiers de l'Administration publique ivoirienne. Il a fait remarquer que les conclusions du dialogue social sont l'expression de la volonté de l'ensemble des parties à contribuer à un bien être du fonctionnaire et agent de l'Etat lorsque prend fin sa mission au service de l'administration publique. Mais surtout, le signe et la manifestation de leur adhésion au message du chef de l'Etat. Lequel a décrété l'année 2019, année du social.

ROSEMONDE KOUADIO

Session du centenaire de l'OIT à Genève

Le vice-président Duncan prêche pour le multilatéralisme comme meilleur cadre pour la gestion des conflits



Le vice-président a représenté le chef de l'Etat à cette rencontre internationale (Ph Dr)

Présent le lundi 10 juin à Genève, à la tribune de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) où se tient, du 10 au 21 juin, la 108ème Session de la Conférence internationale du Travail marquant le point d'orgue des célébrations du centenaire de l'organisation créée en 1919, le vice-président ivoirien, M. Daniel Kablan Duncan, s'est adressé aux nations, au nom du chef de l'Etat qu'il y représentait à l'invitation du Directeur général de l'OIT. La déclaration du vice-président ivoirien, qui se situait dans le cadre précis de la célébration du centenaire de l'OIT, s'est faite cours d'une séance de haut niveau au Palais des Nations, le siège des Nations-Unies à Genève, où doivent se succéder plusieurs dirigeants du monde, du 10 au 21 juin. La Conférence internationale du Travail réunit chaque année des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs des 187 Etats membres que compte l'OIT afin d'élaborer des réponses aux enjeux majeurs du monde du travail, et la présente session du centenaire a pour mission d'orienter l'action de l'organisation au cours de son deuxième siècle d'existence. Rappelant l'essentiel des acquis du monde du travail au cours du siècle dernier, le vice-Président de la République a indiqué que l'OIT, cette organisation « unique dans le monde par sa structuration tripartite » (Gouvernement-Employeurs-Salariés) doit fièrement arborer ses 100 ans d'existence, en ce qu'elle a su « accompagner les pays membres pour assurer un environnement du travail décent et de meilleures conditions de vie. » Pour l'avenir, il a proposé que « dans un monde en évolution de plus en plus rapide, il conviendrait que l'OIT préconise l'apprentissage et

le perfectionnement des compétences tout au long de la vie comme moyen pour assurer la durabilité des emplois, et le multilatéralisme comme meilleur cadre pour la gestion des conflits liés aux défis actuels et futurs. » Au nombre des avancées réalisées, le vice-Président a cité, entre autres : le doublement du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) ; la mise en place de dispositifs spécifiques pour traiter les questions de l'accessibilité des jeunes à l'emploi et à l'entrepreneuriat ; la mise en place de programmes d'autonomisation des femmes par la réalisation d'activités génératrices de revenus ; l'élaboration d'une Stratégie nationale intégrée de transition de l'économie informelle vers l'économie formelle pour la transformation qualitative des emplois ; la révision du Code du Travail qui a permis de traiter des questions essentielles telles que le harcèlement au travail, la lutte contre la précarité de l'emploi, le renforcement de la sécurité et santé au travail, ainsi que l'amélioration de l'employabilité des jeunes. Ce fut par ailleurs l'occasion pour le vice-Président ivoirien de réitérer les remerciements de la Côte d'Ivoire à tous ceux qui ont contribué au retour effectif à Abidjan du Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique qui couvre 54 pays. Au premier rang des personnalités et officiels ivoiriens qui accompagnaient le vice-Président Duncan à cette tribune de l'OIT figuraient notamment les ministres Pascal Kouakou Abinan de l'Emploi et la Protection sociale et Claude Isaac Dé de l'Economie numérique et la Poste. Etaient également présents le patronat représenté par le Directeur exécutif de la Confédération générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, M. Stéphane AKA AGHUI, et le monde des travailleurs représenté par le Secrétaire général de la Centre syndicale Dignité. Passage obligé pour le vice-Président ivoirien avant sa déclaration devant la séance de haut niveau de la 108ème session de la Conférence Internationale du Travail, la signature du livre d'or du centenaire de l'OIT où il a marqué noir sur blanc, au nom du Président de la République, SE Alassane Ouattara, son souhait de voir l'OIT « relever les enjeux et défis liés à la mondialisation et aux changements climatiques ». Au cours de la même journée du 10 juin, le vice-Président de la République s'est entretenu en début l'après-midi, au siège du Bureau International du Travail, avec la présidente de la 73ème Session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, Mme Maria Fernanda Espinosa Garcés, quatrième femme élue à ce poste depuis la création de l'ONU, alors qu'elle était ministre des Affaires étrangères de l'Equateur. Les

échanges entre les deux personnalités ont porté sur plusieurs questions d'actualité, notamment la gouvernance mondiale et multilatéralisme, le climat, la sécurité, et la coopération Sud-Sud. Le vice-Président de la République a regagné, hier, Abidjan.



Toumodi / Marraine de la première édition du « Moissonneur », la ministre Raymonde Goudou a exhorté les femmes de Toumodi à tourner le dos aux dis-cours de haine et de division.

Raymonde Goudou Coffie aux femmes : « N'écoutez pas les discours de haine et de division »



Raymonde Goudou Coffie a prôné l'union et l'entente à Toumodi.

une belle Côte d'Ivoire. Aimons notre pays ! On ne doit pas voir le nom des femmes dans les conflits. Quand on dit le nom d'une femme, il faut que cela soit toujours dans l'émergence, dans la paix et dans la cohésion», a conclu Raymonde Goudou Coffie.

TRAORÉ YACOUBA DIARRA

Marraine de la première édition du « Moissonneur », la ministre Raymonde Goudou a exhorté les femmes de Toumodi à tourner le dos aux dis-cours de haine et de division. « Toumodi est un carrefour, c'est-à-dire qu'il y a un bras-sage. Ma mère est Baoulé, mon père est Antillais. Le maire de Toumodi Idriss qui est là, c'est le produit du métissage. Quand je regarde ici, soit il y a un son papa ou sa maman est Baoulé, l'autre son papa ou sa maman soit il vient de l'Ouest soit d'autres pays, le Mali, la Guinée, le Burkina, la Rdc etc. jusqu'aux Antilles moi-même. Mes sœurs, où nous sommes, n'écoutez pas les paroles de division et de haine! », a-t-elle préconisé. Puis d'ajouter : « A Toumodi, nous sommes fiers. Il y a des grandes familles ici issues de métissage. Est-ce une raison de les renier ? Est-ce qu'une mère qui a mis son enfant au monde peut accepter qu'on traite son enfant d'étranger à droite et à gauche ? Allez-vous l'accepter ? Ce n'est pas parce qu'il y aura des élections en 2020, on va commencer à faire des palabres avec des histoires d'étranger ». Elle les a encouragées à continuer de faire en sorte que les moissonneuses de Toumodi soient le fer de lance de l'économie ivoirienne. « C'est ce qui est le plus important. Faisons en sorte qu'on puisse retrouver la confiance entre nous et travailler pour

SITUATION SOCIO-POLITIQUE / Le président du Congrès panafricain pour la justice et L'égalité des peuples (Cojep). Charles Blé Goudé, s'est prononcé sur la situation socio-politique en Côte d'Ivoire, dans une interview à L'hebdomadaire «Jeune Afrique», dans sa parution du 9 au 15 juin 2019.

Blé Goudé propose un dialogue Gbagbo-Bédié-Ouattara



Pour l'ancien leader étudiant, «il y a des signaux inquiétants» en Côte d'Ivoire. (Ph. Archives)

rapport avec les événements post-électorales en Côte d'Ivoire, entre décembre 2010 et avril 2011. Blé Goudé n'est toutefois pas totalement libre. La Cpi lui a accordé la liberté conditionnelle. Tout comme a son leader, Laurent Gbagbo, lui aussi, ac-quitté en première instance, des mêmes crimes. Pour l'ancien leader étudiant, «il y a des signaux inquiétants» en Côte d'Ivoire.«Pour un rien, cela s'embrase: les municipales, il y a eu des morts, les législatives, il y a eu des morts, les régionales... Où est le problème ? Pendant des années,on disait que c'est gbagbo et Blé goudé. Mais lors des dernières élections, nous étions en prison. Donc le problème ce n'est pas nous», a argué Charles Blé goudé. Dans l'interview à jeune Afrique, Blé goudé réaffirme ainsi qu'il a fait dans un précédent entretien à France 24 son ambition de diriger «un jour» son pays.

VENANCE KOKORA

Le président du Congrès panafricain pour la justice et L'égalité des peuples (Cojep). Charles Blé Goudé, s'est prononcé sur la situation socio-politique en Côte d'Ivoire, dans une interview à L'hebdomadaire «Jeune Afrique», dans sa parution du 9 au 15 juin 2019. L'ex-leader des jeunes patriotes suggère que tes Ivoiriens tirent Les Leçons de leur histoire. Il propose un dialogue tripartite Laurent Gbagbo-Alassane Ouattara-Henri Konan Bédié. «Il faut que nous tirions les leçons de notre histoire. nos jeunes n'ont jamais assisté à une passation de pouvoir pacifique. Bédié est parti lors d'un coup d'État. Guei a été chassé par la rue, Gbagbo a été bombardé par la France. je ne souhaite plus cela à mon pays. Arrêtons de réduire son avenir à nos ambitions personnelles.l'histoire ne nous le pardonnera pas. je propose que l'on tienne un forum pour que Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié s'asseyent autour d'une table et discutent», a émis Charles Blé Goudé. M. Blé, dernier ministre de la Jeunesse de Laurent Gbagbo, vit actuellement aux Pays-Bas. Il a été acquitté en première instance, par la Cour pénale internationale (Cpi), de crimes contre l'humanité, en